

NUMÉRO 2

DEC 2021 - JANVIER - FÉVRIER 2022
LARCHIPELCITOYEN.ORG

COÛT DE REVIENT 0,25€
PARTICIPATION LIBRE

SPECIAL URBANA- NISME

LE PASTÈKE #2

LE JOURNAL DES CITOYENNES ET CITOYENS QUI
S'INTÉRESSENT À LEUR VILLE

INTERVIEW

P-2
PANSER LA VILLE,
ENTRETIEN AU LONG
COURS

ENQUÊTE

P-3
MESSAGER, UNE ADRESSE
QUI VA DISPARAITRE !

FOCUS

P-4
NEYGRENEYS, QUARTIER
BOULEVERSÉ

P-4
JE PARTICIPE...
MAIS PASTROP !

P-4
TOULOUSE AU CHAUD

ARCHIPEL CITOYEN est une association dont le but est de redonner aux Toulousaines et Toulousains le pouvoir de transformer leur ville au travers de l'information, l'éducation populaire et les actions de terrain. Elle encourage dans le temps une culture de la démocratie vivante et favorise l'intelligence collective au service de la défense des valeurs humaines, sociales et environnementales.

Née en 2017, l'association a porté une liste mixte regroupant des personnes issues de la société civile et des membres d'organisations politiques aux élections municipales de 2020. Bien que ses 14 élus de l'opposition défendent ce programme et ces valeurs au sein de l'institution municipale, l'association n'est pas un parti et revendique son indépendance vis-à-vis des stratégies et contraintes politiques. Elle propose une coopération et garde une main tendue vers tous les collectifs qui poursuivent des objectifs similaires.

EDITO

Plus de plan de déplacement
Plus de plan d'urbanisme
Plus de sous dans les caisses

Plus tard la troisième ligne de métro
Plus tard le Réseau Express Vélo
Plus tard la Zone à Faibles Emissions

Pas d'encadrement des loyers
Pas d'accord avec Anticor
Pas de considération pour l'opposition

Moins de budget pour les associations
Moins de locaux pour la culture
Moins d'animateurs pour les enfants

Trop de bâtiments vacants
Trop d'artificialisation des sols
Trop chers les logements
Trop d'endettement pour le métro

Trop de com' et d'affichage greenwashing
Trop de concertations factices
Trop de mépris, de suffisance et de clientélisme

Au-delà des effets d'annonce et de quelques réalisations discutables, quel bilan de la majorité municipale ? Nous, les "pastèques", continuerons de venir à votre rencontre pour imaginer une autre manière d'habiter la ville.

POUR COMPRENDRE

URBANISME TACTIQUE : L'urbanisme tactique désigne un urbanisme citoyen, participatif et éphémère, porté par des habitants, des communautés et/ou des militants et qui mobilise souvent les ressorts de l'art et de l'événementiel. Il vise une transformation de la ville, pour la rendre plus conviviale et accueillante, et encourage un questionnement sur les usages de cette ville (Wikipedia). Par exemple, à la suite du confinement, de nombreuses villes ont mis en place des pistes cyclables ("Coronapistes") et aménagé des terrasses de restaurants dans l'espace public pour faciliter l'adaptation aux contraintes sanitaires.

PLU : Le plan local d'urbanisme (PLU) est un document qui fixe les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire considéré. Pour la Métropole de Toulouse, ce document appelé PLUIH doit être agréé par l'ensemble des 37 communes. Chose exceptionnelle, il a été annulé par le Tribunal Administratif en mai 2021 au motif d'un étalement urbain non maîtrisé (espaces verts, agricoles et forestiers).

POUR ALLER PLUS LOIN

◇ Le livre : *Manifeste pour un urbanisme circulaire - Pour des alternatives concrètes à l'étalement de la ville* de Sylvain GRISOT (Éditions Apogée - 2020)

◇ Une vidéo : *Urbanisme & Énergie - comment évoluer vers des villes durables ?* de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) (sur YouTube)

◇ Le site *Remonter le temps* de l'IGN qui permet de comparer en ligne, simplement et pour toute la France, des cartes et photographies aériennes anciennes et actuelles. remonterletemps.ign.fr

"PANSER LA VILLE",

ENTRETIEN AU LONG COURS

PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE, LE SUJET QUI REVENAIT LE PLUS SOUVENT LORS DE NOS ÉCHANGES SUR LES MARCHÉS, C'ÉTAIT L'URBANISME. ALORS, AU MOMENT DE RÉDIGER CE 3ÈME NUMÉRO, IL NOUS A SEMBLÉ NÉCESSAIRE D'APPORTER UN ÉCLAIRAGE SUR CE SUJET AUSSI SENSIBLE QU'ESSENTIEL POUR LES HABITANTS.

Mais faute de compétences dans le domaine, nous nous sommes rapidement trouvés démunis pour aborder de manière pertinente un domaine aussi vaste et complexe. Il nous fallait un fin connaisseur de la question pour nous expliquer en détail la façon dont on pense et bâtit une ville. Rendez-vous est pris avec Pierre, qui a travaillé au service d'urbanisme de la ville de Toulouse, puis de la Métropole pendant plus de 20 ans. Son regard malicieux est intarissable sur les politiques d'aménagement urbains. Morceaux choisis de nos deux heures de discussion à bâtons rompus.

FAIRE ÉVOLUER LA VILLE

Pierre : En urbanisme tout est complexité. Une ville qui n'évolue pas est une ville musée, mais faire table rase du passé, c'est perdre l'âme de la ville, donc il faut trouver cet équilibre. Il y a eu une évolution de la société sur ces questions d'architecture et d'urbanisme qui n'intéressaient pas le grand public dans les années 70 alors qu'aujourd'hui chacun se sent concerné. À l'époque, tout le monde trouvait bien de faire un parking souterrain sous la place du Capitole. Maintenant, tout le monde trouverait absurde de construire un parking à cet endroit.

L'ÉCHELLE DE TEMPS DE LA VILLE

Pierre : À l'échelle d'une ville comme Toulouse, les plans d'urbanisme se construisent sur 20 ans minimum et donc ça ne rentre pas dans un mandat de maire. Une ville se détruit et se reconstruit, se sédimente, c'est inéluctable. La plupart des réalisations urbaines actuelles ont été prises pendant le mandat de Pierre Cohen (NDLR entre 2008 et 2014). La difficulté pour un élu, c'est à la fois de répondre aux problématiques du quotidien comme la largeur d'un trottoir ou les places de stationnement et de développer une vision de la ville dans 20 ans.

PERMIS DE DÉMOLIR ?

Pierre : En architecture, on peut démolir à la seule condition de savoir faire mieux, ou tout du moins aussi bien. Est-ce que ce qu'on mettra à la place sera de la même qualité ? Ne fait-on pas disparaître quelque chose que l'on ne sait plus faire ? La qualité, c'est l'équilibre dans le contexte, l'adéquation entre la construction et le besoin exprimé, l'émotion qui va naître en regardant la construction ou en l'utilisant, la pertinence des choix en fonction de l'époque et de ses enjeux, etc.

DENSIFIER OU NE PAS DENSIFIER, THAT IS THE QUESTION

Pierre : L'aménagement et la planification urbaine décident les grandes masses d'activités, de logements ou d'espaces libres. L'étalement urbain ne génère pas que du bâti, il induit aussi des transports, des infrastructures, et des dépenses d'énergies supplémentaires. À l'inverse, la densification de la ville centre amène à une économie d'espace, un agrément de vie de par la proximité aux services qu'il génère, un nombre d'usagers suffisant pour induire l'installation de transports en commun, etc. On peut densifier la ville sans violenter les gens par des formes urbaines de rupture (tours, gros collectifs ...), par exemple en donnant un peu de droit à construire pour faire des extensions mesurées dans des secteurs pavillonnaires, sans en changer le caractère. Si on rajoutait un étage de plus sur tout Toulouse, on logerait beaucoup de monde sans



changer la perception de la ville.

Le manque d'encadrement du marché par les pouvoirs publics génère la spéculation immobilière qui elle rend les choses violentes. C'est la manière d'organiser les volumes, la forme urbaine, qui fait la densité: on ne peut pas la réduire à une alternative entre tours et pavillons. Toulouse est à peine plus grande que Paris en superficie (118 km2 contre 105 km2), mais a une densité presque 6 fois plus faible (3781 habitants/km2 contre 21347 habitants/km2). Ainsi, chaque mètre de trottoir, de rue, d'éclairage public... coûte au moins cinq fois plus cher au Toulousain qu'au Parisien !

TOULOUSE, VILLE CENTRISTE ?

Pierre : On peut considérer que le centre-ville de Toulouse est un bien commun métropolitain car il est fréquenté autant par les Toulousains que par les



non-Toulousains. La rue Alsace-Lorraine compte seulement une vingtaine d'habitants alors qu'elle est fréquentée par 35 000 personnes par jour (et jusqu'à 90 000 lors de certains événements). La politique urbaine de l'équipe actuelle use de cet argument en favorisant des projets du centre-ville au détriment d'autres aménagements dans le reste de la métropole. Le système électoral favorise ces choix : plus d'habitants, c'est plus d'électeurs. De ce fait, les territoires les moins denses et leurs habitants sont défavorisés, éloignés des services des transports en commun ou des équipements.

LES INGRÉDIENTS DU BON URBANISME

Pierre : Il faut de la modestie. Ce qui paraît évident aujourd'hui ne le sera probablement plus dans 20 ans ! Le quartier du Mirail, quand il a été construit, était reconnu internationalement comme un modèle d'expérience urbaine. Les appartements de la Reynerie étaient beaux, traversants, bien pensés : on voulait tous y habiter ! Depuis, on a appris que, pour fonctionner, les espaces publics devaient être lisibles au premier coup d'œil, ce que la séparation des usages avec son système de dalles ne permettait pas.

L'urbanisme, ce n'est pas un seul métier. Il y a un ensemble de métiers de l'urbain : sociologue, architecte, designer, géographe, policier, etc. Tous travaillent ensemble pour construire la ville, et l'urbaniste en chef, c'est le Maire ! L'urbanisme idéal, c'est celui qui est guidé par la manière de faire et non par une doctrine. Aujourd'hui les mouvements les plus avancés en termes d'urbanisme sont ceux qui intègrent le changement et permettent d'adapter les projets à un futur qu'on ne connaît pas encore.

L'INDISPENSABLE IMPLICATION DES HABITANTS

Pierre : Faire de l'urbanisme, c'est assez facile. Faire de la démocratie, c'est tout autre chose. Faire adhérer les habitants à des projets est une tâche difficile, d'autant plus dans un contexte électoral. Les meilleurs urbanistes sont ceux qui savent faire de la concertation.

LES VERTUS DE L'EXPÉRIMENTATION

Pierre : Suite aux travaux de la ligne B du métro lors du premier mandat de Jean-Luc Moudenc, la rue d'Alsace Lorraine a été coupée à la circulation automobile pendant plusieurs mois : il est ainsi apparu évident qu'il ne fallait pas rétablir la circulation, alors que dans un autre contexte les politiques n'auraient pas osé le décider et les usagers l'accepter. La proximité (6 mois) des élections municipales de 2008 a orienté le choix vers un aménagement à priorité piétonne rapide et provisoire dont Pierre Cohen élu par la suite, a pris acte en réalisant en 3 ans un aménagement pérenne.

LE MOT DE LA FIN

Pierre : Quand on travaille sur une ville qui porte 2000 ans d'histoire, il faut l'aimer pour ce qu'elle est, et apprendre à s'accommoder de ses caractéristiques pour en faire des atouts. Tout peut évoluer plus rapidement qu'on ne le croit s'il y a une volonté politique de faire.

Photo 1: La place du Capitole, au début des années 1960. (©Archives municipales, 9F17435)
Photos 2: Images aériennes du quartier du Mirail dans les années 1950 et aujourd'hui (IGN)

MESSAGER :

UNE ADRESSE QUI VA DISPARAÎTRE !



DEPUIS 10 ANS, LES DERNIERS PROPRIÉTAIRES DE L'IMMEUBLE MESSAGER À LA REYNERIE LUTTENT CONTRE LES EXPROPRIATIONS QUI LES MENACENT. L'IMMEUBLE, IMPLANTÉ DANS CE QUARTIER JUGÉ PRIORITAIRE, EST SOUMIS À UNE VOLONTÉ POLITIQUE DE RÉAMÉNAGEMENT URBAIN DANS LAQUELLE LES HABITANTS ACTUELS NE SEMBLENT PLUS AVOIR LEUR PLACE. POURTANT, LA DÉMOLITION EST-ELLE TOUJOURS LA SEULE SOLUTION ?

Toulouse, comme beaucoup de grandes villes, est soumise à une dynamique de gentrification encouragée par des volontés politiques qui mettent tout en œuvre pour « changer la population et les têtes » dans les quartiers dits populaires. Plusieurs quartiers toulousains sont touchés par cette politique : les habitants du quartier Bonnefoy luttent contre les bulldozers sur l'avenue de Lyon, les habitants de la cité bleue dans le quartier des Minimes doivent quitter les lieux, et le plus vieux, le plus symbolique, le plus connu de tous, le quartier du Mirail, voit tomber ses tours depuis plusieurs années.

PETIT RETOUR EN ARRIÈRE

Le quartier du Mirail (Reynerie, Bellefontaine, Mirail-Université) a été construit dans les années 60 par l'équipe de l'architecte Georges Candilis, élève du célèbre Le Corbusier. À l'époque, on parlait du Mirail comme de la ville nouvelle de Toulouse. Ce projet urbain était novateur puisque la circulation des voitures et des piétons était séparée. De plus, grâce aux coursives, on devait pouvoir circuler à pied d'un immeuble à l'autre depuis les étages afin de faciliter les rencontres entre les habitants. Ce nouveau quartier cherchait à répondre à un besoin de logements pour les classes moyennes, mais le projet n'a jamais été finalisé, seul un tiers du programme initial a vu le jour. Au fil des années, ce sont surtout des populations immigrées qui sont venues y habiter. Très rapidement, le Maire Louis Bazergue (maire de 1958 à 1971) dira : « Ce fut mon grand échec, j'aurais voulu qu'il n'y ait pas de ségrégation, que soit mixés HLM, logements moyens et de standing ». L'architecte, lui parlera de « Ghetto des pauvres ».

Avec la mise en œuvre du GPV, la démolition d'une partie de ce patrimoine commence malgré la résistance de certains habitants qui n'ont ni l'envie ni les moyens de quitter leur logement et leur quartier.

ZOOM SUR UN IMMEUBLE DU MIRAIL : MESSAGER, 10 ANS DE DÉGRINGOLADE



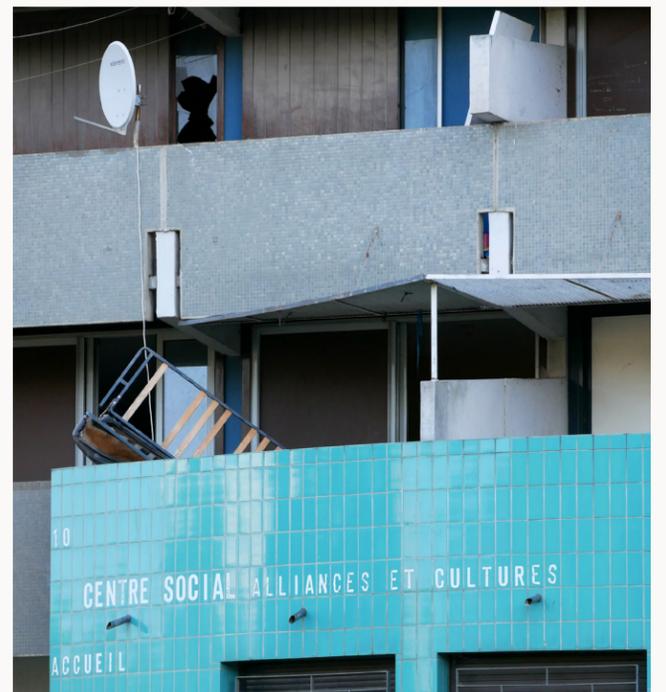
L'histoire de cet immeuble est semblable à celle que l'on peut retrouver dans d'autres quartiers prioritaires : un manque de dialogue ressenti alors que la mairie affiche une concertation permanente, les propositions de compensation en deçà des attentes des habitants et habitantes manquant d'information sur leurs droits, une pression qui s'accroît, etc.

En 2008, les locataires et propriétaires interpellent à plusieurs reprises les élus de la municipalité afin qu'ils trouvent une solution face à une insécurité grandissante. Aucune réponse n'est donnée aux habitants concernant les nuisances liées au trafic de drogue et aux actes de vandalisme (ascenseurs en panne régulièrement, boîtes aux lettres et celliers forcés pour servir de dépôt de drogue et d'armes, déjections, ordures déposées dans les parties communes, ...). La réponse institutionnelle arrive en 2009 : l'immeuble Messenger fera désormais partie des immeubles à démolir.

cette difficulté, certains propriétaires préfèrent même redevenir locataires. Quant aux locataires, ils ont été contraints d'accepter d'être relogés dans des habitats plus petits et plus onéreux, notamment du fait du chauffage électrique là où Messenger bénéficiait du réseau de chaleur urbaine bien meilleur marché.

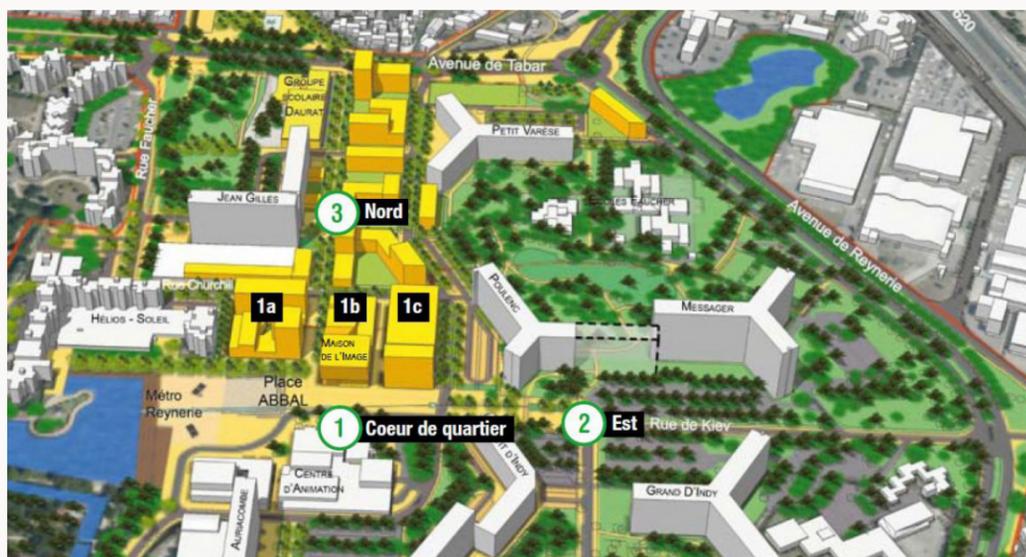
Dès 2017, les derniers locataires quittent l'immeuble et les appartements vides sont rapidement squattés, favorisant d'autant plus le trafic de drogue. En 2018, une opération de police visant à les déloger laissera des dégradations importantes et non sans conséquences : les fenêtres des appartements squattés seront cassées et feront de l'immeuble vidé une passoire thermique ; les appartements non nettoyés engendreront infections de rats, de punaises et de blattes.

En juin 2021, une nouvelle enquête publique donne un avis favorable à la démolition qui devient dès lors imminente. Malgré la complexité de la situation et les conditions précaires, 17 propriétaires vivent encore dans l'immeuble, refusant les propositions de rachat renouvelées par le groupe des Chalets. Il est difficile de comprendre comment ces 17 foyers ont pu être laissés aussi longtemps dans un environnement si dégradé sans aucune compensation.

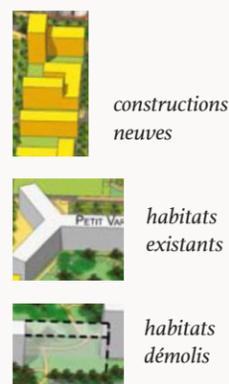


LA DÉMOLITION COMME SOLUTION ?

Ce cas particulier est l'illustration d'une tendance plus générale dans laquelle la démolition est trop souvent proposée comme la seule solution envisageable. Pourtant, certaines villes ont fait d'autres choix. À Bordeaux, une vaste opération de réhabilitation de 530 logements dans la Cité Grand Parc a été achevée en 2017. Tous les habitants ont été relogés au même prix et avec des logements plus grands. L'agence d'architectes Lacaton & Vassal, reconnue de tous pour son approche architecturale qui défend la rénovation en s'opposant à toute idée de démolition des grands ensembles, explique : « La démolition ne s'impose que rarement car il est toujours possible de penser différemment le bâtiment. » Bordeaux les a sélectionnés pour leur méthode de travail à l'écoute des usagers, leur prise en compte des matériaux et des espaces préexistants.



Plan initial du GPV, Messenger ne figure pas parmi les démolitions programmées.



Dans les années 80, une grande partie de la population subit le chômage et se sent de plus en plus exclue, générant des émeutes qui éclatent en 1998 et 2005. En 2005, le Grand Projet de Ville (GPV) programme la démolition ou la réhabilitation des barres du quartier. Sur le site internet de la Mairie, on peut alors lire qu'elle « souhaite donner un nouveau visage à ce quartier car il connaît des dysfonctionnements : sur fond de grands tripodes de béton gris, rupture urbaine - due aux grandes avenues qui ceinturent le quartier - dégradation des espaces publics, vieillissement du parc de logements et surdensité en logement social. »

Les habitantes rencontrées expliquent que, face à cette situation complexe d'insécurité, outre la réponse policière, les autorités se focalisent uniquement sur une solution de réaménagement urbain. Si cette thématique peut apporter une partie de la solution, les aspects sociaux et démocratiques sont, eux, absents. À partir de 2010, la collectivité propose de racheter les différents appartements sur la base de 800 à 1000 €/m². Soumis à la pression, à de plus en plus d'insécurité et par peur de la démolition annoncée, les propriétaires vendent peu à peu. La plupart ne retrouvent pas de logements équivalents. Par exemple, une famille est passée d'un logement de 120 m² à un appartement de 60 m² seulement dans le quartier des Minimes. Confrontés à

Photos: Immeuble Messenger, ©LePastèque

Dessin: GPV Mirail 2005, ©Mairie de Toulouse

1 Propos tenus par Gilles-R. Souillés, À Toulouse, des habitants de la Reynerie veulent la démission du maire de quartier, La dépêche, 8 mai 2021

2 Anne Lacaton dans Imaginaire de transformations, ou la mise à jour des HLM par Lacaton & Vassal, chroniques-architecture.com, 26 mai 2016

NEGRENEYS, QUARTIER BOULEVERSÉ

Sur un parc de 408 logements sociaux détenu par Toulouse Métropole Habitat (soit environ 1 200 habitants), 160 logements sont en phase de démolition avec de nombreuses barres déjà murées. Certains habitants ont été relogés à Bourbaki, Borderouge ou au Raisin, souvent sans avoir choisi leur futur quartier. Le nouveau projet immobilier sera pris en charge par trois bailleurs qui souhaitent redessiner le quartier en implantant de coquets petits appartements. Les 160 familles ainsi que les associations présentes sur le terrain sont invitées à quitter les lieux illico. « Au départ, ces démolitions devaient suivre un calendrier permettant aux habitants de s'organiser » témoigne Denise, 85 ans, habitante depuis 35 ans.

Les élus ont choisi la date du 1er avril dernier pour annoncer aux acteurs associatifs, l'Association Negreneys Curie et Tous Acteurs (collectif regroupant La Maison des Citoyens 31 et Le Secours Catholique) qu'ils disposaient d'un mois pour plier bagages. Ce n'était pas un poisson d'avril mais une décision soudaine, à la vertigineuse verticalité, qui a été très mal vécue. D'autant qu'aucune alternative satisfaisante ne leur était proposée, les locaux de relogement étaient géographiquement éloignés des publics concernés et leurs surfaces inadaptées à leur usage.

La déception des associations est d'autant plus grande à l'époque qu'elles ont toujours eu à cœur d'entretenir un dialogue respectueux et constructif avec les élu.e.s et les différents

acteurs institutionnels.

Faut-il rappeler que ces acteurs de terrain sont aux côtés de nombreuses familles du quartier, en jouant un rôle prépondérant dans les domaines de l'alimentation, de l'éducation, de la solidarité, du bénévolat ? Ils assurent le lien entre les habitantes et les habitants, les impliquent dans les décisions qui touchent à leur vie, à leur environnement et tâchent de rendre la précarité plus supportable pour celles et ceux qui la subissent. Par leur seule présence, le quartier est plus apaisé.



Tout comme les associations du quartier, les habitantes et les habitants de Negreneys ne sont pas contre une réhabilitation de cette cité bleue qui date des années 1960. « Bien sûr, qu'elle a besoin d'être rénovée pour améliorer notre qualité de vie » témoigne Wardia, habitante depuis 40 ans.

« Mais pas sans nous » enchaîne Jean-Luc, habitant depuis 26 ans. « Nous aimerions qu'on nous associe réellement au nouveau projet, il s'agit de nos vies » répond Mohamed, habitant



engagé depuis 38 ans. « On voit partir nos voisins, nos amis, les associations... Sérieux, ça nous fait peur. Il n'y a rien dans notre cité ! Qu'on nous laisse les associations, elles nous rassurent, nous aident à faire nos papiers, les devoirs des enfants... » témoigne Fatima, angoissée par l'avenir de son quartier.

Les associations ont donc réclamé aux élu.e.s, un délai de déménagement décent ; une réelle implication des gens du quartier dans le nouveau projet d'urbanisation ; un relogement des habitantes et des habitants, dans le respect de leurs choix et en adéquation avec leurs besoins.

Pour appuyer leurs revendications, les associations et les habitantes-habitants de Negreneys ont organisé une « marche bleue », tout le monde a mis la main à la pâte pour réaliser des pancartes colorées, des chansons d'espérance et des slogans qui claquent. Une pétition a également été mise en ligne ; à ce jour, plus d'un millier de signatures obtenues. Ce « tintamarre médiatique » a permis de renouer le dialogue et de trouver des solutions acceptables, bien que malheureusement transitoires.

Ce quartier, largement visité par l'équipe de Monsieur le Maire « Aimer Toulouse » pendant la campagne des municipales, ne mérite-t-il pas une attention post-électorale ?

Le passage de la future troisième ligne de métro non loin de là n'a-t-il pas déjà accéléré le processus de gentrification du quartier ?

POUR ALLER PLUS LOIN

◇ Lien pétition en ligne sur Change.org



◇ ANC (Association Negreneys Curie)



◇ La maison des citoyens 31



◇ Le secours catholique



Photos: Marche bleue contre les démolitions, ©Le Pastèque

TOULOUSE AU CHAUD



Notre Constat

60 000 logements construits entre 1945 et 1970 mais très peu de rénovations réalisées... à cause d'une politique publique **inexistante** sur notre territoire **nous devons accélérer !**



Nos Solutions

Pour 8 000 habitats privés et 2 000 publics :

- Etudes **personnalisées et financées**
- Accompagnement du **diagnostic** aux travaux
- Jusqu'à **75 % du coût des travaux subventionné**



Les Bénéfices

170 M€ de retombées pour nos **TPME & PME**

CO₂ réduction des émissions

65 M€ investis sur **6 ans**

-30% sur les factures d'énergie



Adhérez en ligne pour soutenir l'association.
Contactez-nous pour aider à diffuser le Pastèque autour de vous.
Possibilité de pré-acheter un pack (10 exemplaires sur 4 numéros) pour soutenir la diffusion du journal.
Donnez-nous votre avis, proposez des sujets ou des articles en nous écrivant à : lepasteke@larchipelcitoyen.org



Retrouvez notre version en ligne sur larchipelcitoyen.org/lepasteke

Le Pastèque Dec 2021 - Janv - Fevr 2022
Coût de revient 0,25€, participation libre
Directrice de la publication : Véronique André
Equipe de rédaction : Loliv, Luciole, Maguy Mauve, Véro, Raf
Graphisme: Sph

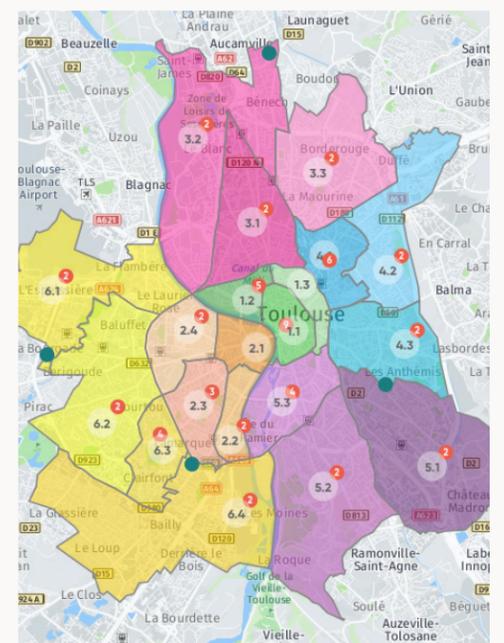
Editeur : Association, loi 1901, Archipel Citoyen, 3 rue Saint Just, 31500 Toulouse
Imprimeur: Messages, 111 rue Nicolas Vauquelin, 31100 Toulouse
Dépôt légal : 9 février 2021
ISSN : 2778-5637

JE PARTICIPE... MAIS PAS TROP !

LA CONSULTATION CITOYENNE 2.0 A LE VENT EN POUPE, ET IL NE S'AGIRAIT PAS QUE TOULOUSE SOIT EN RESTE. LES PANNEAUX D'INFO SUR LA PLATEFORME « JE PARTICIPE » FLEURISSENT À NOS COINS DE RUE POUR NOTRE PLUS GRAND PLAISIR ! ENFIN DE LA CONCERTATION, ENFIN L'IMPLICATION DES CITOYEN.NE.S !

Nous avons fait le tour des questions posées, en voici une synthèse rapide, soit on en rigole, soit on est très frustré :

- Réaménagement de la rue de Metz : deux questions, de quel côté voulez-vous qu'on plante les arbres ? avec ou sans végétation aux pieds des arbres ?
- Mon quartier demain : qu'est-ce qui vous plaît ou pas dans votre quartier ?
- Réaménagement de la rue Valade : toute suggestion bienvenue pour le moment
- Amélioration de la circulation rue du Midi / Rue Pouset / Rue des cèdres / Rue de l'entraide / Rue Bécanne : préférez-vous des chicanes, limiter à 30km/h, combien de places de parking ?
- Espace associatif Lafage : choisissez les noms des salles
- Jardin partagé des Pradettes : le sujet semble à l'arrêt sur le site web, contactez la mairie si vous êtes intéressés
- Embellissement de la place de l'Europe : le sujet semble à l'arrêt sur le site web, contactez la mairie si vous êtes intéressés
- Gardiennage de vélo rue d'Alsace Lorraine : vous êtes 6 participants à avoir pu donner votre avis (durée de l'expérience 03/07/21 au 21/08/21)
- Cœur de quartier avenue Jean Rieux : comment voulez-vous qu'on appelle le cœur de quartier ?



La teneur des questions interroge la profondeur de l'initiative et donne à repenser la manière dont la municipalité envisage la participation lorsque l'implication citoyenne n'intervient, par exemple, que dans le choix d'un nom de rue. On a pu passer à côté d'autres pépites, mais on voit bien qu'en dehors du lancement d'un budget participatif « mes idées pour mon quartier », assez largement ouvert, toutes les consultations sont très restreintes et ne laissent que peu de place à l'expression des envies, des besoins, des idées des Toulousaines et des Toulousains.

Illustration: site.jeparticipe.toulouse.fr